

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 5 octobre au 9 octobre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : L'Union africaine lance sa propre agence de notation de crédit
- ❖ **Rwanda** : Accord avec le FMI sur la première revue de la FEC, ouvrant la voie à un décaissement de 35,7 M USD
- ❖ **Somalie** : Premier forum d'affaires entre l'UE et la Somalie à Mogadiscio

LE CHIFFRE A RETENIR

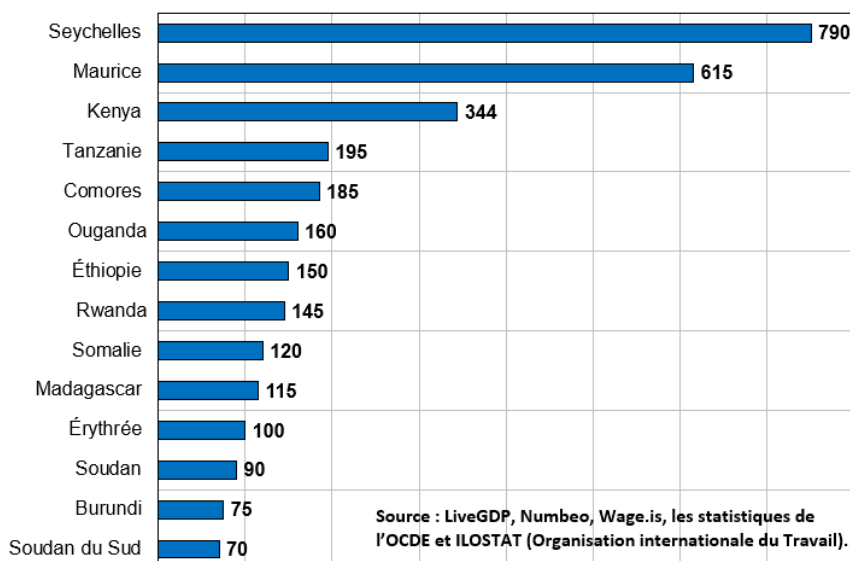
163 Md USD

AFRIQUE : MONTANT DU SERVICE DE LA DETTE
EXTERIEURE AFRICAINE EN 2024, EN HAUSSE DE
+167 % PAR RAPPORT A 2010, SELON LA BANQUE
AFRICAINNE DE DEVELOPPEMENT (BAD)

Le graphique de la semaine

AEOI : salaire net mensuel moyen

- en USD, 2026 -



Selon [LiveGDP](#), le salaire net mensuel moyen dans la zone AEOI varie de 70 USD au Soudan du Sud à 790 USD aux Seychelles, illustrant de fortes disparités de rémunération entre les économies de la région. Les Seychelles (790 USD), seule économie africaine à revenu élevé, et Maurice (615 USD) se distinguent notamment par le poids du tourisme et des services financiers. Maurice a par ailleurs réformé sa fiscalité en juillet 2025, ramenant de onze à trois les tranches d'impôt sur le revenu et instaurant un prélèvement de 15 % sur les hauts revenus. Le Kenya (344 USD) se classe désormais au troisième rang régional, bien inclus plusieurs prélèvements obligatoires (contribution au Social Health Insurance Fund (SHIF, 2,75 %), la taxe logement (Housing Levy, 1,5 %) et les cotisations accrues au National Social Security Fund (NSSF)). En bas du classement, les rémunérations sont affectées par de profondes fragilités macroéconomiques : au Soudan, la guerre a entraîné une forte dépréciation de la monnaie depuis avril 2023 ; au Soudan du Sud, les fonctionnaires accumulent des arriérés de salaire ; tandis qu'au Burundi, la prime de change sur le marché parallèle avoisine 100 %.

REGIONAL

L'Union africaine lance sa propre agence de notation de crédit

Le 7 octobre 2026, [l'Union africaine \(UA\)](#) a lancé à Port-Louis, à Maurice, l'Agence africaine de notation de crédit (AfCRA), qui y aura son siège. Approuvé en 2018 et soutenu par les ministres africains des Finances à Nairobi en juillet 2023, le projet a été mis en place en 2024 et 2025 dans le cadre du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP, organe d'évaluation de la gouvernance de l'UA). Institution indépendante conçue comme un complément à S&P, Moody's et Fitch, souvent accusées de mal connaître les réalités du continent. L'AfCRA notera États, collectivités, entreprises et institutions, africains ou non. Seuls 32 des 55 États africains sont notés par ces trois agences. Selon l'UA, le service de la dette extérieure africaine a atteint 163 Md USD en 2024 (contre 61 Md USD en 2010) et les dépenses d'intérêts dépassent les dépenses de santé ou d'éducation dans la plupart des pays. D'après le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), des notations moins « subjectives » permettraient au continent d'économiser jusqu'à 74,5 Md USD. Soutenue par la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), l'AfCRA devra encore convaincre les investisseurs.

La Banque mondiale révisé à la hausse les croissances de la majorité des pays de la région

Dans son rapport [État des lieux de l'économie africaine](#) d'octobre 2026, la Banque mondiale relève sa prévision de croissance 2026 pour l'Afrique subsaharienne à +4,3 % (après +4,1 % en 2025). Par rapport au dernier rapport d'avril 2026, 35 des 47 économies africaines présentées dans le rapport ont été revues à la hausse depuis avril. En Afrique de l'Est et océan Indien (AEOI), l'Éthiopie enregistrerait la plus forte hausse (+1,2 pt, à +9,2 %), grâce aux dépenses dans les infrastructures et à l'investissement privé. Le Rwanda (+0,3 pt, à +7,5 %) profiterait des mêmes réformes. Le Kenya (+0,2 pt, à +4,6 %) s'appuie sur un 1^{er} trimestre solide (+5,3 %), et la croissance serait portée par le tourisme et la construction. Les croissances de Maurice (+0,2 pt, à +2,7 %), le Burundi (+0,1 pt, à +4,2 %) et l'Érythrée (+0,1 pt, à +3,6 %) sont également relevées à la hausse. À l'inverse, le Soudan

subirait la plus forte baisse de la région (-3,4 pts, à +2,1 %), dans un contexte de durabilité de la guerre. Les Comores (-0,9 pt, à +3,2 %) et l'Ouganda (-0,4 pt, à +6,4 %) reculeraient aussi, mais l'Ouganda resterait parmi les économies les plus dynamiques de la région. Les prévisions sont inchangées pour la Tanzanie (+6,1 %), Madagascar (+3,8 %), les Seychelles (+1,1 %) et le Soudan du Sud (+20,3 %).

La compagnie low-cost Jambojet reprend ses vols vers l'Ouganda

Jambojet, filiale low-cost de Kenya Airways (KQ), a repris le 1^{er} octobre 2026 ses vols quotidiens Nairobi-Entebbe, relançant ainsi sa première liaison internationale, ouverte en 2018 puis suspendue pendant la pandémie de Covid-19. La compagnie ajoute des services de fret et de colis pour soutenir les échanges entre le Kenya et l'Ouganda. Le corridor connaît une forte reprise, avec quelque 300 000 passagers attendus entre les deux pays en 2026. Jambojet entend également acheminer les voyageurs ougandais vers les destinations côtières kényanes (Mombasa, Diani, Malindi, Lamu). La compagnie a porté sa flotte active à 11 appareils en avril.

L'italien Guala Closures finalise l'acquisition de Metal Crowns pour 81,7 M USD

Le fabricant italien de systèmes de fermeture pour boissons Guala Closures a finalisé l'acquisition des activités de Metal Crowns au Kenya, en Tanzanie et au Burundi pour un montant total de 81,7 M USD, dont 76,3 M USD pour la seule entité kényane. L'entreprise produit des capsules métalliques et des bouchons en plastique commercialisés dans la région, notamment en Éthiopie, au Rwanda, en Ouganda, en Zambie et en République démocratique du Congo. Guala est présent au Kenya depuis 2017 via Guala Closures East Africa, dont l'usine de Nairobi, en activité depuis 2018, fournit des bouchons anti-contrefaçon au marché local des spiritueux ainsi qu'à plusieurs autres pays africains. Le groupe présente cette opération comme un levier d'expansion en Afrique de l'Est, en mettant en avant les dynamiques démographiques et la hausse de la consommation.

COMORES

Contestation par le secteur privé de l'acompte d'impôt de 10 % sur les importations

Suite à la publication d'une note de service du ministère des Finances le 31 août dernier, les importateurs non enregistrés auprès de la Direction des grandes et moyennes entreprises devront verser un acompte d'impôt de 10 % sur la valeur de leurs importations, déductible de l'impôt dû en fin d'année. Prévus dans le programme soutenu par le Fonds monétaire international, la mesure vise à encourager la formalisation des entreprises. Le FMI projette environ 909 M KMF (1,8 M EUR) de recettes supplémentaires en 2026, soit 0,1 % du PIB. Réunis le 28 septembre, les représentants du secteur privé ont demandé que les commerçants en situation régulière soient exemptés de cette mesure. Ils ont également examiné trois projets d'arrêtés du ministère de l'Économie portant sur le commerce électronique, l'instauration d'une carte professionnelle payante et le contrôle des prix. Une position commune sera ensuite transmise aux autorités.

DJIBOUTI

Djibouti veut renforcer son rôle de plateforme économique régionale

À l'ouverture de la 7e Mission économique de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le président Ismaïl Omar Guelleh a présenté Djibouti comme une plateforme stratégique entre l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie, en s'appuyant sur sa position à l'entrée du détroit de Bab el-Mandeb. Il a mis en avant ses infrastructures portuaires, ses zones franches, sa liaison ferroviaire avec l'Éthiopie et ses câbles sous-marins comme leviers d'intégration régionale. Cinq secteurs prioritaires ont été retenus avec l'OIF : logistique et zones franches, numérique, énergies renouvelables, santé et tourisme durable. Le président a également insisté sur la simplification des procédures et le suivi des accords conclus pendant la mission, avec l'objectif de transformer les échanges en projets concrets. Réunissant plus de 166 entreprises étrangères, environ 300 délégations et 150 entreprises djiboutiennes, l'événement vise à stimuler les investissements, les échanges commerciaux et les transferts de compétences.

ÉTHIOPIE

Deux banques étrangères sollicitent des licences pour de nouvelles implantations

La Banque centrale éthiopienne (NBE) examine actuellement les demandes de deux banques étrangères souhaitant s'implanter en créant de nouveaux établissements intégralement détenus par des capitaux étrangers, plutôt qu'en prenant des participations dans des banques locales. Bien que l'identité des candidats et le calendrier d'octroi des licences n'aient pas été communiqués, ces démarches constitueraient une avancée depuis l'adoption, en décembre 2024, de la réforme ouvrant le secteur bancaire aux investisseurs étrangers. Ce cadre autorise en effet la création de filiales, l'ouverture de succursales et la prise de participation dans des banques locales. Pour cette dernière modalité, la participation d'un investisseur stratégique étranger est plafonnée à 40 %, et l'actionnariat étranger total à 49 %. Les nouvelles implantations doivent disposer d'un capital minimum de 5 Md ETB (environ 31 MUSD), intégralement versé en monnaies étrangères acceptées par la NBE.

Les exportations et les IDE auraient atteint des niveaux records

Lors de son adresse parlementaire du 6 octobre 2026, le Président éthiopien Taye Atske Selassie a affirmé que les exportations du pays en FY 2025/2026 ont atteint 11,2 Md USD tandis que les IDE se sont établies à 4,5 Md USD. Le Président a également annoncé une croissance du secteur manufacturier de +15,8 % et une augmentation des recettes publiques pour atteindre 1580 Md ETB (9,6 Md USD). Sur la même période, l'inflation a connu un recul pour atteindre +13,4 % en mai 2026 avec l'objectif de la ramener à un chiffre sur l'année fiscale 2026/2027. En outre, la production agricole aurait connu une forte augmentation passant d'environ 335 M q il y a sept ans à 1,3 Md q en 2025/2026.

L'industrie du cuir confrontée à une pénurie d'intrants

Lors d'une discussion organisée par la Chambre de commerce et des associations sectorielles d'Addis-Abeba, l'Association éthiopienne des industries du cuir (*Ethiopian Leather Industries Association*) a fait état d'une pénurie de peaux brutes et d'une forte hausse des coûts de production. Bien que le pays

possède l'un des plus grands cheptels d'Afrique, avec 66 à 70 millions de bovins, les tanneries doivent importer des intrants d'Inde, du Bangladesh et du Chili pour maintenir leur activité. L'association estime que les exportations de peaux brutes, désormais autorisées moyennant une taxe de 150 %, aggravent les difficultés d'approvisionnement. Une peau de bovin payée jusqu'à 100 ETB (0,61 USD) aux ménages et aux collecteurs locaux est ainsi revendue jusqu'à 400 ETB (2,45 USD) aux tanneries par les intermédiaires. Les exportateurs, qui s'approvisionnent aux enchères des abattoirs, peuvent pour leur part payer jusqu'à 1 500 ETB (9,19 USD) le kilo et revendre ces peaux jusqu'à 3 000 ETB (18,38 USD) à l'exportation, soit le double, notamment au Ghana, au Sénégal et au Nigeria. La hausse des coûts des intrants se répercute sur les produits finis, certains articles en cuir passant de 1 000 ETB (6,13 USD) à 7 000 ETB (42,88 USD).

KENYA

Taux directeur maintenu à 8,75 %

Le Comité de politique monétaire (MPC) de la Banque centrale du Kenya (CBK) a maintenu son taux directeur (CBR) à 8,75 % le 7 octobre 2026, jugeant les anticipations d'inflation ancrées et le change stable. L'inflation a atteint +6,8 % en septembre (après +6,6 % en août), dans la cible de [+2,5 % - +7,5 %]. L'inflation sous-jacente a augmenté à +4,0 % en septembre (après +3,4 %), sous l'effet de la hausse des prix du lait, du blé et des huiles alimentaires. La prévision de croissance 2026 a été relevée à +5,0 % par la Banque centrale (contre +4,9 % précédemment, après +4,6 % en 2025) grâce à l'industrie et aux services, malgré les risques géopolitiques, commerciaux et climatiques (El Niño). Le crédit au secteur privé a progressé de +10,6 % en septembre (après +10,3 % en août ; -2,9 % en janvier 2025) et le taux de prêts non performants (NPL) bruts a reculé à 13,9 % (contre 17,6 % en août 2025). Le déficit courant s'est creusé à -3,1 % du PIB sur 12 mois à fin août (contre -2,1 % un an plus tôt) ; les réserves de change atteignent 14,7 Md USD (5,9 mois d'importations).

Rebond de l'indice PMI en septembre, en dépit des pressions inflationnistes

L'indice des directeurs d'achat (PMI – Purchasing Managers Index), publié par Stanbic Bank, est un indicateur avancé de l'activité économique. Allant

de 0 à 100, l'indice indique une expansion de l'activité lorsqu'il se situe au-dessus de 50 et une récession lorsqu'il se situe en deçà. En septembre, le PMI kényan est remonté à 51,3, après 49,7 en août, retrouvant son plus haut niveau depuis janvier. Cette amélioration tient davantage à la demande qu'à une reprise généralisée : les nouvelles commandes progressent depuis juin, mais la production a reculé pour le septième mois consécutif, freinée par le renchérissement du carburant, du transport et des intrants agricoles. L'industrie, la construction et les services ont progressé, tandis que l'agriculture et le commerce sont restés sous pression. Les prix de vente ont accéléré, signe que les entreprises répercutent leurs coûts. Une expansion durable suppose un allègement des coûts et un meilleur approvisionnement, sans quoi la croissance pourrait rester modeste et inflationniste.

La BAD ouvre une ligne de 10 M USD à Family Bank

Le 5 octobre, la Banque africaine de développement (BAD) a signé avec Family Bank une ligne de crédit de 10 M USD dédiée au financement du commerce. Cette facilité fournira des devises aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises détenues par des femmes, principalement pour financer leurs importations dans l'industrie manufacturière, l'agriculture, la santé et les énergies renouvelables. La BAD en attend également un soutien au commerce intra-africain dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), alors que le déficit de financement du commerce sur le continent dépasse, selon elle, 74 Md USD. Pour Family Bank, cette ligne renforce sa capacité de prêt aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME), qui représentent plus de 80 % de sa clientèle. La banque affichait un actif total d'environ 1,85 Md USD à fin juin 2026.

Proparco investit 150 000 EUR dans l'agritech kényane Farm to Feed

Proparco, filiale du groupe Agence française de développement dédiée au secteur privé, a investi 150 000 EUR dans *Farm to Feed*, une agritech kényane fondée en 2021 par trois entrepreneuses. L'opération bénéficie du label 2X (norme d'investissement favorisant l'égalité femmes-hommes). La plateforme de l'entreprise associe une application pour les agriculteurs, un progiciel de

gestion intégré et un portail de commerce en ligne. *Farm to Feed* met en relation l'offre des petits exploitants avec la demande de plus de 160 clients professionnels (hôtels, écoles, hôpitaux, transformateurs) et achète l'intégralité des récoltes, y compris les produits imparfaits et excédentaires. En Afrique subsaharienne, environ 50 % des fruits et légumes sont perdus avant d'atteindre le marché. Selon son rapport d'impact 2025, les revenus des agriculteurs partenaires ont progressé de +249 % et les pertes alimentaires dans leurs exploitations ont reculé de -81 %. Les fonds serviront à renforcer sa plateforme, développer la transformation et s'étendre au-delà de Nairobi.

Signature d'un protocole d'accord avec un constructeur chinois pour la production et l'assemblage de véhicules électriques

Le 6 octobre 2026, le gouvernement kényan a signé, en présence du président William Ruto, un protocole d'accord de 3 Md USD avec Endelevu Enterprise Corporation, partenaire du constructeur automobile chinois Geely Auto Group, pour la fabrication et l'assemblage de véhicules électriques au Kenya. Le projet prévoit deux usines d'assemblage, l'une d'une capacité de 50 000 véhicules à quatre roues par an, l'autre de 100 000 deux-roues et véhicules de mobilité légère. Il comprend également 1 000 stations de recharge solaires et une plateforme numérique permettant de gérer jusqu'à 100 000 véhicules. Selon le président, il pourrait générer environ 2 000 emplois directs, plus de 20 000 emplois indirects et 80 000 opportunités supplémentaires dans la gestion de flottes et les services associés. L'accord s'inscrit dans le prolongement de la politique nationale de mobilité électrique (*National Electric Mobility Policy*) adoptée en février 2026. Le protocole reste toutefois préliminaire, aucun site, calendrier ni source de financement n'ayant encore été annoncé.

MADAGASCAR

Gemcorp s'associe au fonds souverain pour mobiliser jusqu'à 500 M USD

Le fonds d'investissement britannique Gemcorp Capital Limited a annoncé dans un communiqué du 6 octobre la signature à New York d'un partenariat avec le Fonds Souverain Malgache (FSM), destiné à mobiliser jusqu'à 500 M USD pour financer des

projets stratégiques à Madagascar. L'accord vise notamment à renforcer les capacités du FSM, qui relève de la Présidence de la Refondation, en lui apportant une expertise en matière de structuration financière et de mobilisation de capitaux. Il prévoit également d'attirer jusqu'à 5 Md USD de capitaux privés et de partenaires internationaux sur une période de quatre ans, afin de financer des secteurs prioritaires tels que les mines, l'énergie, l'eau et les infrastructures essentielles, selon Bloomberg. Le FSM se fixe comme objectifs la mise en place de 3 centrales hydroélectriques et des unités solaires photovoltaïques, ainsi que la mise en œuvre de projets miniers viables notamment dans les filières graphite, cobalt et terres rares.

MAURICE

Le déficit courant se creuse au 2^e trimestre 2026

Selon la Banque de Maurice, dans une publication datée du 30 septembre, le déficit courant - qui retrace les échanges de biens, de services et de revenus avec l'étranger - s'est nettement creusé au 2^e trimestre 2026, atteignant 19,1 Md MUR (355 M EUR), contre 13,1 Md MUR (243 M EUR) un an plus tôt, soit une hausse de +45,8 %. Cette dégradation s'explique principalement par la hausse de +19,5 % des importations de biens sur un an, portée notamment par l'augmentation des achats de produits pétroliers dans un contexte de tensions dans le détroit d'Ormuz. Les exportations de biens n'ont progressé que de +4,3 %, dues aux ventes de carburant et de provisions aux navires en escale. La balance des paiements globale reste toutefois excédentaire, grâce aux entrées de capitaux, dont 16,2 Md MUR (301 M EUR) d'investissements directs étrangers.

Maurice se classe au premier rang africain et au 50^e rang mondial de l'innovation en 2026

Maurice reste en tête du continent africain devant le Maroc (54^e) et l'Afrique du Sud (63^e), dans le *Global Innovation Index 2026* publié le 29 septembre par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Le pays progresse de trois places au classement mondial, se hissant au 50^e rang sur 139 économies, contre la 53^e place en 2025. Cet indice annuel mesure la capacité d'innovation des pays à partir de critères comme le capital humain, la recherche ou les infrastructures. Selon l'OMPI. Cette

performance repose sur une économie de services diversifiée, tournée vers la finance, le numérique et les activités culturelles et audiovisuelles. La progression constatée cette année est surtout portée par la sophistication des entreprises (90°, contre 103° en 2025) et les produits créatifs (30°, contre 37°).

UGANDA

Le shilling ougandais atteint un plus bas historique

Le shilling ougandais enchaîne les plus bas historiques : les banques commerciales le cotaient cette semaine à 4 090/4 100 UGX pour 1 USD, contre 3 960/3 970 une semaine plus tôt, soit un recul de 3,2 % en une semaine. Il a perdu plus de -11 % depuis janvier et environ -16 % en glissement annuel. Les cambistes anticipent de nouvelles pertes, sous l'effet d'une forte demande de dollars des importateurs, des entreprises du secteur de l'énergie et des opérateurs télécoms, qui avancent leurs achats avant le pic d'importations de fin d'année. La banque centrale, s'est voulue rassurante, présentant cette baisse comme le résultat du jeu de l'offre et de la demande et soulignant que son rôle est d'assurer des conditions de marché ordonnées. Plutôt que d'intervenir directement, elle a resserré la liquidité : le taux de réserves obligatoires des banques est passé de 11 % à 13,5 % au 24 septembre. Cette dépréciation renchérit les importations, notamment de carburant, alors que l'inflation (4,7 % en septembre) se rapproche de la cible de 5 %.

RWANDA

Accord au niveau des services avec le FMI sur la 1^{ère} revue du programme FEC

Le Fonds monétaire international et le Rwanda ont conclu le 6 octobre un accord au niveau des services sur la première revue de la Facilité élargie de crédit (FEC). Après approbation du Conseil d'administration du FMI, le Rwanda pourra décaisser environ 35,7 M USD. Tous les critères de réalisation à fin juin ont été respectés. La croissance a atteint +9,7 % au 1^{er} semestre 2026 ; exportations et transferts de fonds ont réduit le déficit courant, et les réserves couvrent environ quatre mois d'importations. L'inflation (+15,7 % en août) dépasse la cible de +5,0 %, sous l'effet des prix du pétrole et des engrais ; ayant franchi la marge de consultation du programme, elle sera examinée par le Conseil. Le déficit budgétaire a reculé à -4,8 % du PIB en 2025/26, grâce à de solides recettes

fiscales et à la répercussion intégrale des prix des carburants. Le FMI prévoit +7,8 % de croissance en 2026 et +7,0 % en 2027, mais appelle à poursuivre l'assainissement budgétaire pour maintenir un risque de surendettement modéré.

SEYCHELLES

Prêt de 34 M USD de la BAD en faveur de la troisième phase du Programme d'appui à la résilience économique et à la relance verte

Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé le 22 septembre, un prêt de 34 M USD en faveur du gouvernement seychellois au titre de la troisième et dernière phase du Programme d'appui à la résilience économique et à la relance verte (ERGRSP III). Cet appui vise à renforcer la résilience de l'économie, à améliorer les services publics, à élargir les opportunités offertes au secteur privé et à accélérer la transition vers une croissance plus verte et inclusive. Le projet, qui avait déjà bénéficié de 50 M USD au cours de ses deux précédentes phases, s'articule autour de trois axes : (i) gouvernance économique et gestion des finances publiques, (ii) amélioration de l'environnement des affaires, et (iii) renforcement de la résilience climatique. Le programme intègre également des mesures sur l'emploi, les compétences et la réforme du salaire minimum vital, un guichet unique pour les investissements et un centre de services aux entreprises visant à simplifier les démarches pour les entrepreneurs et investisseurs.

SOMALIE

Consultations avec le FMI dans le cadre de l'article IV

Une équipe du FMI a tenu des discussions avec les autorités somaliennes à Nairobi, qui se sont achevées le 1^{er} octobre, au titre des consultations dans le cadre de l'article IV. Dans son rapport de fin de mission, le FMI fait état des défis auxquels fait face la Somalie, notamment la diminution de l'aide extérieure, les chocs climatiques ainsi que l'impact de la crise au Moyen-Orient. Il prévoit un ralentissement du PIB en 2026, à +2,3 %, ainsi qu'une forte augmentation de l'inflation, qui devrait atteindre 6,5 % en 2026. La croissance devrait se redresser progressivement, pour atteindre +2,7 % en 2027 et +4,0 % à moyen terme. Le FMI salue par ailleurs la poursuite des réformes qui ont permis de financer les dépenses

sociales sur les ressources intérieures, dans une perspective de couvrir intégralement les dépenses de fonctionnement par les recettes intérieures. Il signale également les progrès de la Banque centrale en matière de supervision et d'inclusion financières.

1er forum d'affaires UE-Somalie à Mogadiscio

L'Union européenne et le ministère somalien du Commerce et de l'Industrie ont tenu le premier forum d'affaires UE-Somalie (EU-Somalia Business Forum) à Mogadiscio les 5 et 6 octobre 2026. Organisé dans le cadre de la plateforme UE-Somalie pour l'investissement, le commerce et les affaires (ITBP), l'événement visait à mettre en relation investisseurs européens et entreprises, associations sectorielles et institutions publiques somaliennes. Les échanges ont porté sur quatre secteurs : agriculture, énergie, services numériques et logistique commerciale. Les projets présentés portaient surtout sur l'accès des exportateurs somaliens aux marchés européens et le développement de la filière pêche. Les participants ont aussi examiné des outils de financement, dont le financement mixte, les garanties et les partenariats avec les institutions européennes de financement du développement. La seconde journée était consacrée au climat des affaires : réformes réglementaires, logistique, économie numérique et accès au crédit.

SOUDAN

Accord de financement avec la Biélorussie

A l'issue des discussions tenues à Minsk entre le ministère des Finances et la Banque de développement de Biélorussie, le ministre d'État chargé des Finances et la Banque de développement de Biélorussie ont signé, le 2 octobre, un accord visant à renforcer la coopération bancaire et à financer les exportations. Le ministre d'État a indiqué que, dans une première phase, la Banque de développement de Biélorussie fournirait un financement de plus de 100 M USD pour la construction de 17 silos de stockage de céréales, ainsi que la création d'une ligne 'assemblage de tracteurs biélorusses au Soudan.

SOUDAN DU SUD

Passage au paiement numérique pour contourner la pénurie d'espèces

Le ministère du Commerce et de l'Industrie a appelé les banques à accélérer la transition vers les paiements numériques pour faire face à la pénurie d'espèces en livre sud-soudanaise (SSP). L'appel a été lancé ce lundi 5 octobre, lors d'une réunion avec la direction d'Equity Bank South Sudan (filiale du groupe bancaire kényan Equity Group). Récurrente depuis fin 2024, cette pénurie s'explique notamment par le manque de confiance du public dans la monnaie nationale et par un faible taux de bancarisation. Elle limite les retraits, perturbe le fonctionnement des administrations publiques, retarde le versement des salaires des fonctionnaires et complique l'accès des particuliers à leurs dépôts.

TANZANIE

Renouvellement pour 15 ans des licences minières de Barrick à North Mara

Le gouvernement tanzanien a renouvelé pour 15 ans les licences minières spéciales de la mine d'or de North Mara, exploitée par le groupe canadien Barrick Mining, portant leur échéance à 2041. Cette décision consolide la présence à long terme du groupe dans le secteur aurifère tanzanien, dans un contexte de forte progression des recettes minières et des exportations d'or. North Mara est exploitée depuis 2019 par Twiga Minerals, coentreprise entre Barrick et l'État tanzanien. Ce dernier détient une participation gratuite de 16 % et les deux partenaires se partagent à parts égales les bénéfices économiques. Seb Bock, PDG de Barrick pour les activités dans le reste du monde, a indiqué que le groupe avait contribué à hauteur d'environ 5,3 Md USD à l'économie tanzanienne depuis 2019, dont 1,2 Md USD en 2025 sous forme de taxes, redevances, salaires, dividendes et achats locaux. Le groupe emploie environ 3 000 personnes en Tanzanie, dont 96 % de ressortissants tanzaniens confirmant l'importance du secteur minier pour l'emploi, les recettes publiques et l'investissement étranger.